

Hôpital public : les chefs de service sonnent l'alarme

Publié le 18 fév 2020

Temps de lecture : 2 min.

Plus de 1 000 médecins avaient menacé de démissionner de leurs fonctions administratives le 14 janvier, c'est désormais chose faite pour plus de 300 praticiens hospitaliers qui, en l'espace d'une semaine, ont officiellement renoncé à leurs fonctions administratives et d'encadrement. Une décision symbolique pour attirer l'attention des médias et des pouvoirs publics sur la crise historique que traverse l'hôpital public.

Des médecins chefs de service ont commencé à démissionner de leurs fonctions administratives, notamment à Rennes, Marseille, Paris et Caen.

Leur objectif : mettre la pression au gouvernement

Pour Christophe Prudhomme, porte-parole de l'association des médecins urgentistes de France et militant de la CGT santé, ces démissions sont avant tout symboliques : **« les médecins continuent à assurer les soins. Ces démissions ne bloquent pas le fonctionnement de l'hôpital, elles visent à médiatiser la situation. »**

Par cette action, les soignants veulent alerter la population : **l'hôpital public est exsangue et n'est plus capable d'assurer son rôle de service public.** *« Actuellement, il y a vingt-cinq enfants transférés en province car il n'y a plus de place en Île-de-France. On prend des risques. Des patients meurent sur des brancards à cause du manque de moyens »*, alerte Christophe Prudhomme.

Dans une tribune inter-organisations pour la défense de l'hôpital public et des établissements de santé, les signataires revendiquent :

- *« l'augmentation du budget consacré à l'hôpital au moins égal à l'évolution naturelle des dépenses (Il faut un correctif budgétaire sur l'Ondam dans la loi de la Sécurité sociale allant dans ce sens) ;*
- *la reconnaissance et la revalorisation générale des carrières médicales et non médicales, se traduisant par une augmentation salariale ;*
- *le recrutement immédiat de professionnels supplémentaires et un plan de formation pluridisciplinaire ;*
- *la reconnaissance de la pénibilité de nos métiers ;*
- *l'arrêt des fermetures de services, d'établissements et des réouvertures de lits, partout où cela est nécessaire ;*
- *la gouvernance des hôpitaux, des établissements plus ouvertes aux professionnels aux personnels et aux usagers ;*
- *ainsi que l'égalité d'accès, d'accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire ».*

Les organisations appellent à de nouvelles journées de grève et de manifestations. Des actions à travers la France (chaînes humaines, déambulation, repas de soutien) sont prévues pour *« prouver notre amour à l'hôpital public »*.